

PMUC.COM

VENREDI 21 SEPTEMBRE

BANJO

60 MILLIONS

SOYEZ PRÊTS

À GAGNER !

Série : sur les traces des chantiers routiers

Prix 400 F Cfa
N° 2773

Directeur de la publication
Haman Mana

10

Mbama - Messamena : un
taux de réalisation de 50%
P.7

le jour

Vendredi 21 septembre 2018

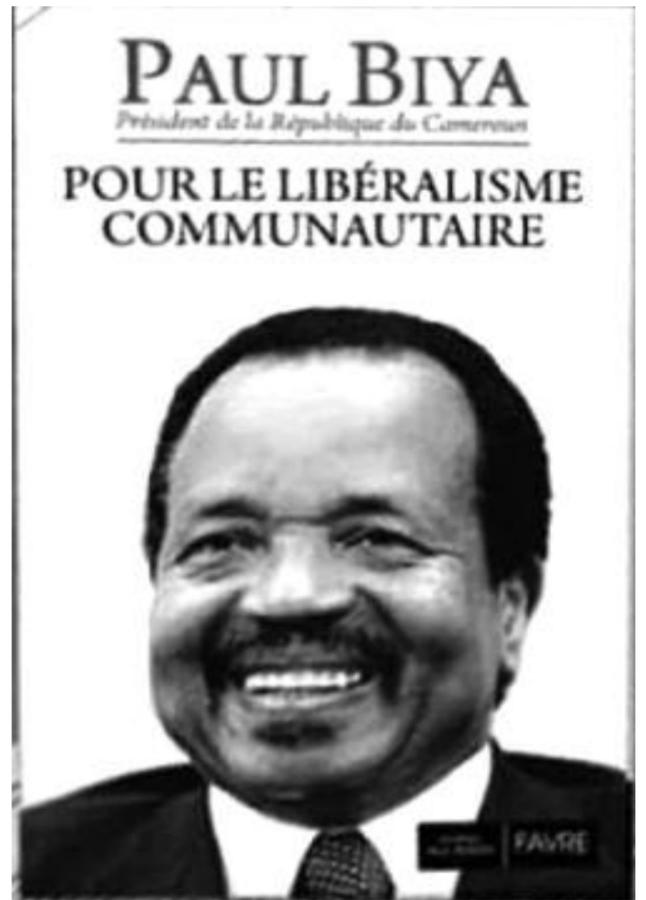
lejourquotidien@yahoo.fr

http://lequotidienlejour.info
Tél.: 222 04 01 85

faire savoir, faire voir, faire parler, faire comprendre

Bilan

Paul Biya se livre



Comprendre "Pour le libéralisme communautaire" nouvelle édition : livre-bilan, rêve qu'un politique fit pour son pays et lancement d'une campagne électorale. Pp. 2-3

Présidentielle 2018

Penda Ekoka choisit Kamto

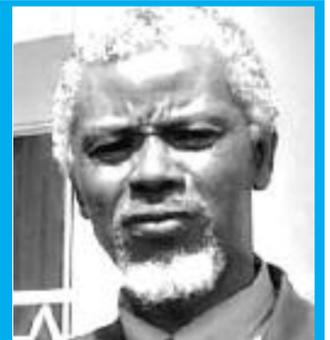


P. 4

Alliance

La main tendue de

Jean-Jacques Ekindi



P. 5



British Teaching Centre Yaoundé :

Cours d'Anglais pour enfants et adultes

Début des cours : 1er octobre 2018

Inscription : en cours

British Teaching Centre
Immeuble SGBC, Hippodrome
BP : 4520 Yaoundé, Cameroun
Tél (237) 242 66 53 78 / 677 75 06 86
694 45 71 58
e-mail : Info@britishteachcentre.org
www. britishteachcentre.org

Paul Biya se livre

Livre. Ceux qui cherchaient un document pour évaluer le parcours du Renouveau ont désormais un livre : Paul Biya vient de le leur offrir.

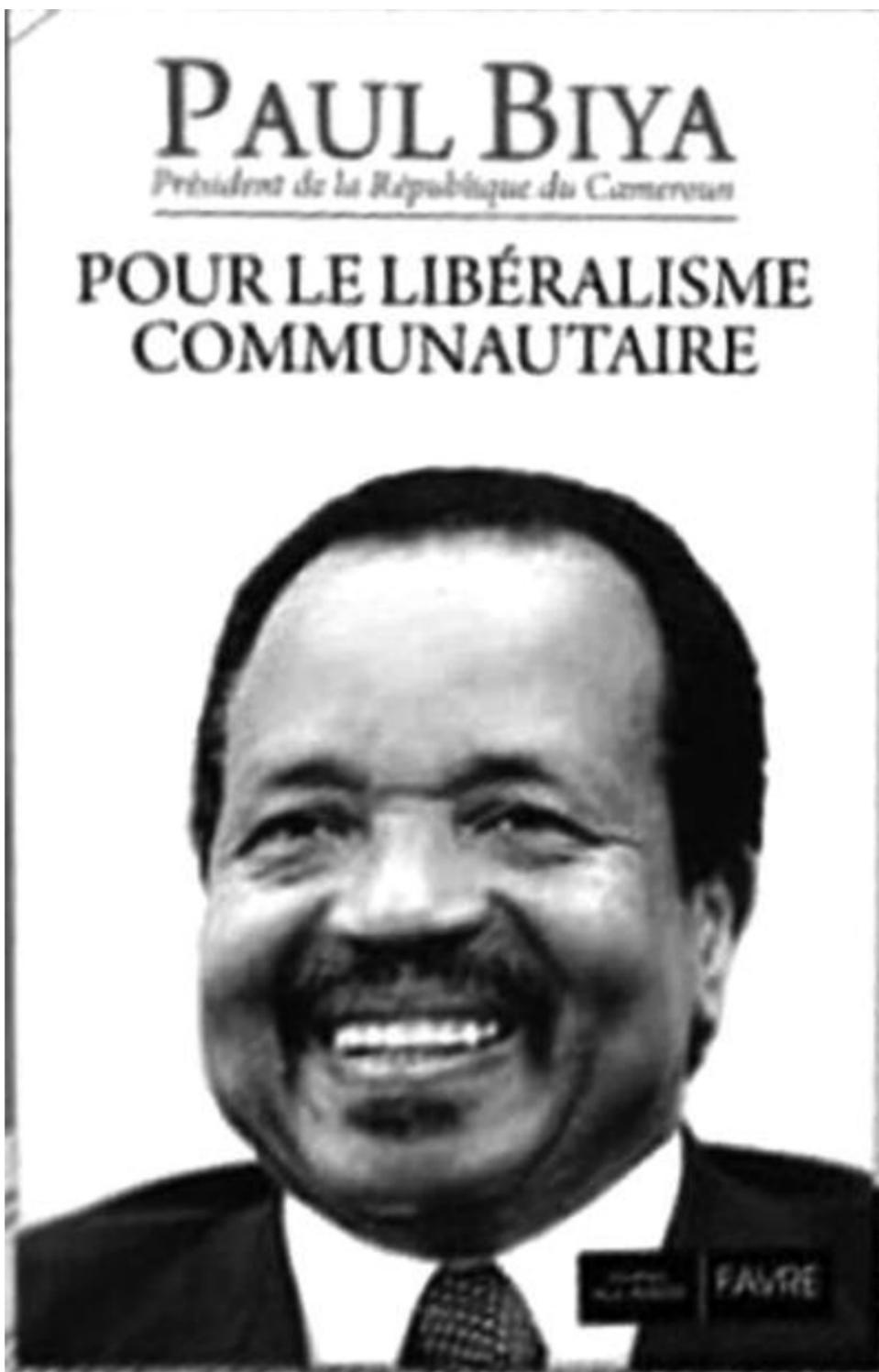
Il existe trois manières de voir Pour le Libéralisme communautaire Nouvelle édition, le livre que Paul Biya, président de la république du Cameroun, publia il y a trente-un ans...

D'abord, on peut le considérer comme un livre-bilan, où l'auteur-président invite le lecteur-citoyen, à revisiter le chemin tracé autrefois, et à évaluer ce qui a été fait. Ensuite, on peut y voir simplement le rêve qu'un politique fit pour son pays, et qu'il partage avec ses concitoyens, afin qu'ils adhèrent à sa doctrine, pour continuer le chemin avec lui. Enfin on peut aussi, prendre cela au premier degré, comme le lancement d'une campagne électorale pour un président qui veut être élu pour la septième fois et dans laquelle il manque d'idées originales ; d'où ce coup éditorial, qui rafraîchit l'image de l'auteur et sans doute les caisses de l'éditeur.

Peu importe la posture que l'on utilisera pour porter un regard sur le livre -l'unique, en toutes ces années- de Paul Biya, dont les dédicaces se déroulent à travers la république, dans des raouts comme seul le parti au pouvoir sait les organiser. Pour trouver la sérénité de lire ce livre sans être saisi de spasmes à tous les paragraphes, il faut se livrer d'entrée de jeu, à un exercice mnémotechnique des plus complexes : oublier d'abord le nom de l'auteur et les fonctions qu'il a occupées depuis bientôt quarante ans dans le pays dont il parle. Lorsque vous avez réussi cela, alors ce livre vous apparaît, dans toute sa luminosité : un projet républicain, humaniste, démocratique, qui favorise la prospérité et la répartition équitable des fruits de celle-ci.

Solidarité

Le rêve que fit l'auteur pour son pays, c'est celui d'une « humanité plus solidaire ». Où nanti de ses atouts connus et entretenus, le Cameroun rayonne dans son environnement et diffuse la paix dans un monde où s'est imposé un ordre économique et culturel juste, équitable. L'auteur voit dans son pays, « une société politique nouvelle » : « Ceci suppose la conversion des attitudes autoritaires du passé par une politique de participation, d'écoute de la base, et d'encadrement des populations aussi bien rurales que citadines ». S'invite alors, l'une des questions épineuses de la vie camerounaise, le tribalisme. L'auteur affronte sans biais la question, et propose « l'intégration nationale », une étape selon lui au-delà de « l'unité nationale », qui fut le leitmotiv de son « pré-décesseur » - qu'il ne nommera jamais-. Fort de ce



concept, il indique la voie à suivre : « Dans cette démarche, la politique culturelle devra toujours tendre à inculquer progressivement aux Camerounais, au détriment de leur attachement aux seules cultures ethniques, une même échelle de valeurs, de normes et d'usages sociaux ; cette action suppose à la fois la nationalisation des originalités culturelles positives de nos ethnies dans leurs expressions les plus variées (musique, danse, cuisine, mœurs économiques) et une créativité intense ou inter-ethnique ». Sur ce, l'auteur embraye sur son intention : « Bâtir une véritable démocratie ». Où il souligne haut et fort, sa foi en la démocratie, en raison de son « incontestable supériorité sur les autres formes de gouvernement ». Il pose ainsi ce qui est son crédo : « un état fort, réellement gouverné par le peuple ». Tout cela passe bien sûr, démontre l'auteur,

par la réaffirmation de la souveraineté populaire, un meilleur équilibre des pouvoirs, une réelle démocratie locale et une administration plus performante. Ici, le diagnostic de cette administration est cruel : « l'administration étatique gagnera aussi à devenir plus simple et plus expéditive, grâce à un allègement systématique des procédures et à un raccourcissement des délais de traitement des dossiers et des affaires. »

Indépendance économique

Dans sa veine humaniste, l'auteur-président voit « Une économie camerounaise au service de l'homme ». C'est ici qu'il déroule la définition de sa doctrine, celle qui justifie le titre de son essai : « Le libéralisme communautaire se caractérise par la liberté d'entreprendre et le souci d'une solidarité nationale qu'un Etat fort est chargé de

rappeler à tous les partenaires économiques par le truchement d'une réglementation appropriée. » Pour

l'histoire, rappelons qu'on est là encore, à une étape que l'on veut ultérieure – pour ne pas dire supérieure- au « Libéralisme planifié » d'Ahmadou Ahidjo qui mena le Cameroun – avec un certain succès- sur des plans quinquennaux . L'auteur dit sa foi en l'agriculture, sur la quelle doit reposer le socle de cette économie. Il prône des aides massives pour celle-ci, et des initiatives volontaristes en direction du monde rural. Il insiste sur un développement intensif des voies de communication et autres infrastructures. Il faut « équiper » le pays, soutenir les PME-PMI, développer l'industrie lourde, maîtriser la science et la technologie, mais surtout rendre les services plus efficaces. Ici encore, l'auteur crache du feu sur la situation qui a cours : « il existe un laisser-aller, un laxisme, une inertie et un manque de civisme déplorable dans plusieurs d'entre eux. Il doit être mis un terme à ce désordre qui engendre des situations d'insécurité, des retards préjudiciables et des frustrations inacceptables. Les services, aussi bien publics que privés, doivent concourir à la promotion du bien-être physique, matériel, intellectuel, moral et spirituel du citoyen camerounais. (...) Il faut donc œuvrer pour qu'un accueil plus humanisé soit réservé aux usagers de nos services publics, usagers souvent en butte hélas, à une agressivité injustifiée. Sur l'emploi, la doctrine prônée est claire : non à une fonction publique obèse, oui, c'est le secteur privé la locomotive des emplois...L'indépendance de l'économie camerounaise devra être le moteur de toutes les décisions politiques et administratives. L'émergence d'un capitalisme national étant le but recherché, in fine.

La justice sociale, ce que, Mono Ndzana, Georges Ngango, Sengat Kuo et autres appelèrent un jour l'idée

Sociale chez Paul Biya et en firent un livre, revient comme répétition, jusqu'à l'ennui. Mais on doit y voir l'insistance qu'a l'auteur pour dire comment il faudra loger, soigner, éduquer et nourrir ses compatriotes, afin qu'ils touchent la plénitude et le bien être...Autre insistance de l'auteur, qui doit dénoter son souci à régler cette question, celle concernant les ethnies et la patrie camerounaise. Il insiste sur sa demande : ses compatriotes doivent transcender l'ethnicisme, pour fondre dans la nation camerounaise, pluriculturelle, et plurilingue. Bien charpenté, didactique à souhait, le livre s'achève sur « Trente objectifs pour le Cameroun », qui constituent en réalité, le résumé de la vision de l'essayiste pour le Cameroun. Et un appel pour « Ouvrir la société à la modernité libérale et à toutes ses opportunités et ; maintenir l'élan d'équité et de justice sociale sans lequel l'édifice encourt un risque de fragilisation ».

Lorsqu'on sort de ce livre, la première question que l'on se pose c'est : « Qui en est l'auteur ? ». Lorsqu'on se rend compte qu'il y a trente ans Paul Biya a écrit cela, et qu'il persiste et signe, trente-un ans plus tard, on est profondément bouleversé, lorsqu'on voit le résultat. On ne s'attardera pas sur l'état du Cameroun aujourd'hui, l'actualité nous parle. C'est alors que le magnifique sourire affiché par l'auteur sur la couverture résume ce qui devrait être la pensée profonde de celui-ci, et pour utiliser un mot, et sur un registre qu'il osa lui même, un de ses jours : « Je vous ai fait ça, cadeau ! ».

Haman Mana

Paul Biya
Pour le Libéralisme Communautaire
Nouvelle édition
All-Acces/Favre
165 pages
2018

STUDY IN UK / CANADA / USA

(ADMISSIONS SERVICE)

WIDE RANGE OF UNIVERSITIES

(TOEFL/IELTS not required in many universities)

START DATES: September / January / May !

Student Visa Assistance - Part-time Work for Students

18 Years Experience – Guidance ! - Over 500 Successful Students !



Contact : 677521606 / 699961168 Web : www.ftslink1.com

ETUDIER AU CANADA / USA / UK !!! - INSCRIPTIONS

Pour le libéralisme communautaire, retour au futur

Christian Limbouye Yem*. Note sur la nouvelle édition du livre du président de la République Paul Biya.

Il faut être un brin téméraire pour envisager de donner un ressenti instantané de Pour le libéralisme communautaire, soixante douze heures seulement après sa sortie officielle. L'exercice est d'autant plus risqué qu'il porte sur une œuvre littéraire d'un Président de la République en fonction, candidat à sa propre succession, quelques jours avant un scrutin dont elle constituera fort probablement le fond idéologique de la campagne électorale.

Dans ce domaine où, plus que les discours, ce que nous faisons traduit mieux ce que nous voulons, la tentation est grande, et elle l'a été chez l'auteur lui-même, de vouloir confronter la vision à l'action. L'on pourrait dès lors, et très naturellement, s'interroger sur l'opportunité pour Monsieur Paul BIYA d'exposer ainsi à la critique notre Président de la République, en admonestant les comportements déviants et relançant sa réflexion des premiers jours sur les valeurs, dans un environnement qui semble s'en être émancipé et redéfini la politique comme l'art des calculs et des fins à tout prix.

La « politique » peut-elle cesser d'être le « njangui » pour se fonder – enfin – sur un socle doctrinal mû par le souci du bien commun ?

En rééditant en 2018 un ouvrage publié en 1987, il ya trente et un ans, l'auteur de Pour le libéralisme communautaire apporte à cette question une réponse dépourvue d'ambiguïté : « Tout projet de société, toute action de développement n'est crédible que s'ils permettent de valoriser l'homme dans ce qu'il a de profondément humain en lui, c'est-à-dire ce qui fait qu'il soit un être pensant, aspirant à un minimum de bien-être et non qu'il soit un simple accumulateur de biens matériels, assimilable à une marchandise, taillable et corvéable à merci et au service du grand capital » (page 103). En d'autres termes, l'homme n'est pas qu'un mammifère qui se complairait de ses sens, il est un enchaînement continu de causes et d'effets qui se répondent, c'est-à-dire, pour reprendre la belle formule de Pascal, « un roseau pensant ».

Ainsi, même si sa parution à l'orée de l'élection présidentielle force le rapprochement d'avec celle-ci, l'essai soumis à notre lecture reste, non pas un projet de société classique, mais une méditation qui survivra à son auteur.

J'en suis même arrivé à penser que si l'on prête à Paul BIYA la réputation d'être un lecteur des grands stratèges, on découvre à travers la réédition de son livre qu'il est un grand lecteur de lui-même. Pour le Libéralisme Communautaire 2018 résumant clairement le code de valeurs d'un acteur qui ne se renie pas. De ce fait, et de quelque bord politique que l'on se réclame, l'on ne manquera de lui reconnaître, outre cette honnêteté intellectuelle, le courage d'assumer ses idées, « en dépit des aléas et des impondérables d'itinéraires » (page 13) et le mérite d'insuffler aux Camerounais cette sorte de sérénité et de résilience propres aux grands chefs, dispensateurs d'espérances.

Je voudrais, pour faire bref, m'intéresser à un seul volet : la responsabilité publique comme responsabilité morale.

I- L'exigence éthique

Pour le Libéralisme Communautaire n'est pas, à proprement parler, une réflexion sur la responsabilité publique. Mais, publié cinq ans seu-

lement après l'accession de son auteur à la magistrature suprême, ce livre ne peut s'abstraire des tous premiers mots du Président BIYA : rigueur et moralisation. Du point de vue de l'analyse stratégique, en le rappelant ainsi au souvenir des anciens et en répondant du même coup « aux appels d'horizon des nouvelles générations assoiffées de bousoles ou de supports d'engagement » (page 13), le Président n'annonce-t-il pas subtilement ses chantiers d'assainissement de demain en prenant à témoin la communauté nationale et internationale ?

Comment expliquer, en effet, malgré les admonestations de la plus haute autorité de l'Etat et bien que de nombreuses personnalités soient en bute avec la justice, que l'on continue d'avoir le sentiment que l'inconduite managériale, c'est-à-dire « la soustraction aux règles de gestion orthodoxe des ressources publiques » (page 16) serait une fatalité pour le Cameroun ?

Si l'auteur Paul BIYA reconnaît qu'il existe au Cameroun un grand besoin d'aisance matérielle au niveau des couches les plus nombreuses de la population » (page 15), il précise rapidement qu'« il n'y a pas de développement véritable sans éthique » (page 106), et rien à espérer d'une société « où le mensonge, le vol, la concussion, les indélicatesses avec la fortune publique [...] sont plus prisés que la volonté de progrès » (page 107).

Il ne faut surtout pas croire que seuls sont visés les gestionnaires de la fortune publique. Le message s'adresse à tous les citoyens. Car, en dépit d'un certain sens civique et aussi rigoureusement définies que soient leurs feuilles de route, les individus investis d'une responsabilité font face à une forte pression, ceux-ci étant en permanence inondés de sollicitations que l'on sait pertinemment illicites, tirailés entre un proche qui sollicite un appui financier, un ami d'enfance au chômage qui semble leur faire porter la responsabilité de la maladie de son enfant ou un conjoint qui s'étonne d'habiter une cabane louée en banlieue, au contraire du camarade de promotion qui, lui, vient d'achever au centre-ville la construction de son énième immeuble.

Ce n'est pas du « libéralisme communautaire » que de s'accaparer les fruits de l'effort collectif pour prétendre jouer ensuite la carte de la solidarité et de la générosité prônée par cette doctrine. Le « libéralisme communautaire » ce n'est pas du communautarisme, c'est-à-dire, ce « solidarisme qui rend paresseux ceux dont la seule préoccupation serait de profiter du travail des autres en récoltant là où ils n'ont pas semé. Il s'agit au contraire de promouvoir une éthique qui rappelle à chacun qu'il ne peut tirer d'avantages du travail des autres que pour autant qu'il contribue de façon significative au bien-être d'autres citoyens ». (Page 134)

Ce serait déjà un début de solution si les « communautés » arrêtaient d'organiser de grandes festivités chaque fois qu'un citoyen est nommé à une fonction publique importante. Car, la responsabilité publique est une responsabilité morale, le responsable public n'agissant pas pour son compte personnel, intuitu personae, mais es qualitate, au nom du mandat qui lui est confié, sa fonction étant détachable de l'individu qui l'incarne.

De ce point de vue, la responsabilité publique est, essentiellement,

une fonction de représentation et d'exemplarité, tout responsable, élu ou nommé, devant se considérer comme simple mandataire et se sentir comptable devant le peuple, directement ou non, et devant être le premier à se comporter conformément aux valeurs qu'il préconise : c'est l'essence du leadership. C'est sans doute conscient de cela que le Président de la République lui-même, dans son discours d'investiture du 03 Novembre 2011, a cru devoir rappeler : « je m'engage, pour la part qui est la mienne », indiquant clairement, par cette posture qui mêle humilité et lucidité, qu'en dépit de la responsabilité générale de la nation qui incombe au Chef de l'Etat, il revient à chacun d'assumer ses responsabilités, à son niveau. Vivre dans le stress de se voir démettre ad nutum est, pour le responsable public, le signal troublant d'un déficit de sens de l'Etat.

La responsabilité publique est donc le lieu par excellence de l'humilité et le siège indiqué du service. Ce n'est pas souvent ce que nous observons, le zèle côtoyant parfois l'orgueil de la force, la certitude des solutions toutes faites ou la suffisance messianique.

L'on peut s'étonner des lors qu'en dépit de cette ambiance généralisée de déviances le Président de la République continue de faire preuve de résilience, en maintenant intacts son charisme, sa lucidité et son leadership. Je n'en sais pas plus que d'autres, mais j'ai la faiblesse de détecter, à travers son livre, l'expression d'une forte conscience d'assumer une mission.

On ne peut prétendre diriger un peuple, en effet, si on ne se considère pas comme dépositaire d'un idéal, si on ne lui montre pas un avenir. Je ne parle pas du sens politique, cette sorte de flair qui permet de trouver la bonne solution au bon moment. Je parle du sens de l'Etat. Il ne faut pas confondre les deux : le premier est lié à l'intelligence et au talent alors que le deuxième est relatif aux valeurs.

Le sens de l'Etat, est, en effet, reconnu aux individus qui, dans leur action publique, se considèrent comme porteurs de causes graves, font preuve d'un fort dévouement à la réalisation des idéaux collectifs, transcendent leurs propres intérêts et incarnent avec raffinement le service public et la puissance publique. Il réside en cette disposition qui à se mettre au service des autres et de la patrie.

C'est le mérite de Pour le Libéralisme Communautaire de remettre à plat cette thématique. Car, il est possible de concilier responsabilité publique et rigueur morale alors même s'il est visible que l'exercice des responsabilités a des conséquences corrosives sur l'intégrité. Oui, il est possible de demeurer soi-même, flegmatique. Oui il est possible de rester froid devant les facilités, légales ou non, qu'offre l'exercice des fonctions importantes. Sans doute Paul BIYA, l'auteur, est-il conscient que Paul BIYA, le Président, n'a pas réussi à combler toutes les attentes. Que de chantiers inachevés ! Mais, peut-on tout faire dans cette petite vie ?

II- Oser la qualité

Une note de lecture de Pour le Libéralisme Communautaire centrée sur les valeurs serait donc incomplète si, au-delà des acquis, elle ne sortait du livre pour aborder la question des défis.

Si l'intégrité morale est autant mise à l'épreuve, c'est, en effet, d'abord parce qu'il est difficile d'établir un consensus sur son contenu. Aussi, par analogie avec l'intégrité physique, nous faisons ici référence non à l'opposition du bien et du mal, mais à la cohérence entre la loi, les engagements et la pratique. L'intégrité publique ne concerne pas en tant que telles les valeurs des individus qui dirigent, mais leur entité par rapport aux principes qui régissent leur activité ainsi que la continuité entre ce qu'ils doivent faire et ce qu'ils font. Le premier défi de mise en œuvre de la vision sera donc de passer de l'intégrité des hommes à celle des institutions.

En reposant sur l'homme et en préjugant de la prise de conscience par lui de sa justiciabilité, l'on se fie à des éléments incertains, très aléatoires. Mon avis est que l'effet bloquant de la loi doit être plus fort que son effet répressif, car, il s'agit moins de réprimer les actes criminels que d'empêcher leur commission, « par la disposition des choses » (Montesquieu. De ce point de vue, un organisme comme la CONAC pourrait très bien envisager un programme de mise en conformité des lois et règlements aux valeurs d'intégrité.

Je prendrais un exemple banal. Ainsi, bien que les fonctions de membres des diverses commissions et comités ad hoc soient déclarées gratuites, bon nombre de textes y relatifs sont nuancés par des dispositions prévoyant que les intéressés pourraient « toutefois » prétendre à certains avantages. En ne déterminant pas clairement la nature de ces avantages et en généralisant les

nuances (« toutefois »), l'on consacre une situation où l'exception devient la règle, ce qui ouvre la voie aux abus et installe les mauvaises pratiques.

Le deuxième défi, lié au premier, consistera à lutter contre la valorisation de la contre-exemplarité. Lorsqu'on se meut dans un contexte de banalisation de la gravité où l'on fredonne en riant des chansons du genre « mon frère est en haut », qui traduisent pourtant l'étreinte sociale, le citoyen peut-il construire l'exemplarité ? L'on est porté au doute dès lors que l'appétence pour les biens matériels est plus valorisée que les servitudes qu'implique l'exercice des charges publiques. Les efforts dans ce domaine sont énormes car le progrès est difficilement envisageable dans un système où les meilleurs ne sont pas considérés comme tels, faute d'aptitudes, le responsable « incompetent » (ce qui est un non-sens au plan conceptuel) n'ayant d'autre solution que de s'intéresser à l'intendance et se réfugier dans la mal-administration.

Il y aurait tant de choses à dire sur le « volet moral de notre politique culturelle » (page 118) si le chapitre 6 de Pour le libéralisme communautaire n'y avait consacré les développements qu'il faut et qui peuvent être résumés par l'idée que la culture détermine l'intégrité des hommes et l'unité de notre nation.

Si l'on s'appuie sur les enseignements que suggère l'évolution des pays émergents actuels, l'on constate bien que la culture ne se réduit, ni au « folklore des aéroports » ni aux « exhibitions ponctuelles des cérémonies protocolaires » (page 118), mais se mesure à la

conscience de ses acteurs à nous exposer au monde et à nous proposer comme modèle.

Aussi, si l'on a coutume de dénoncer la malgouvernance peut-être est-il temps de songer à critiquer la « malcitoyance », ce dysfonctionnement de la citoyenneté qui se caractérise par une sorte de déficit dans l'exigence du droit d'être bien gouverné. Car, l'exercice de la citoyenneté postule l'existence d'individus informés et actifs « qui maîtrisent leurs droits pour mieux assumer leurs devoirs » (page 119).

Certes, les Camerounais ne sont pas atones et leur dynamisme du verbe est connu. Par contre, la démocratie d'implication et la participation directe des citoyens à la chose publique, au niveau local en particulier, se caractérisent par une certaine léthargie. Pourtant, l'exigence éthique et la réclamation du droit d'être bien gouverné, sont d'abord citoyennes. Aussi serait-il injuste d'exiger des dirigeants qu'ils se comportent en bons dirigeants si les citoyens n'exercent leur citoyenneté qu'en exécution de leurs devoirs. Dans « libéralisme » il ya « libération » alors que dans « communautaire » il ya « collectif ». Rappelé en 2018 par un patriarce parfaitement au courant des projets de main basse qui se concoctent contre notre pays, la vision portée par Pour le libéralisme communautaire n'est pas un relevé de solutions, mais un horizon, et une invite à questionner, chacun à son niveau, sa propre action en faveur du développement de la nation.

* 674-74-01-77
limbouyem@yahoo.fr

AVIS DE VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

Par devant la Liquidation de l'Etude Maître COLETTE TIBAGNA NYAABIA, représentée par Maître Ana MINABOU, Notaire à Yaoundé, le Mercredi 10/10/2018 à 07 Heures 30 minutes.

A la requête de la Société UNION BANK OF CAMEROON en abrégé « UBC PLC » Etablissement de crédit au capital de francs CFA VINGT MILLIARDS (20 000 000 000) dont le siège Social est situé à Bamenda Commercial Avenue, BP 110 Bamenda, ayant pour conseil Maître TAMO David, Avocat au Barreau du Cameroun, BP. 7761, Tél. : 00 (237) 699 97 66 85 ; E-mail : tamobenzo@yahoo.fr

• Il sera adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, Un immeuble urbain bâti sis à Yaoundé I, au lieu-dit Djoungolo II, d'une contenance superficielle de trois cent soixante-onze (371) mètres carrés, objet du titre foncier N°3703 du département du Mfoundi, volume 19 folio 148 appartenant en toute propriété à Messieurs : Franck Loïc KAMDEM TAYOUSSI, Steve Ulrich WABO TAYOUSSI et Mademoiselle Ornella Cynthia FOTSI TAYOUSSI ; ayant pour conseil Maître TWENGEMBO Avocat à Yaoundé.

Par ailleurs et outre les conditions susmentionnées, ledit immeuble sera adjugé conformément aux clauses et conditions insérées au cahier des charges déposé au greffe du Tribunal de Grande Instance du Mfoundi à Yaoundé chambre civile et commerciale.

Les enchères seront reçues par tranche de FCFA 5 000 000 sur la mise à prix de : FCFA 100 000 000 pour l'immeuble objet du titre foncier N°3703/Mfoundi, Vol : 19, Fol : 148
Cette publication est en rectification de celle du 20 septembre 2018 page 8 du journal Le Jour numéro 2772 et par conséquent l'annule.

Fait et rédigé le 20/9/2018 par le Conseil de la partie poursuivante.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, S'ADRESSER A :

TCHIMDOU MICHELINE Epouse MEKIAGE
HUISSIER DE JUSTICE
B.P. :1185 Yaoundé

Maitre TAMO David
B.P. 7761 YAOUNDE
TEL. : +237 699 97 66 85
Email : tamobenzo@yahoo.fr

NOTICE OF AUCTION SALES OF REAL ESTATE

Before the Cabinet of Public Notary in liquidation namely Lord Sheriff Notary Collette TIBAGNA NYAABIA, represented by Lord Sheriff Notary ANA MINABOU on Wednesday the 10th of October 2018 at 07. 30 am.

At the request and diligence of UNION BANK OF CAMEROON, abbreviated « UBC PLC » Limited Liability Company with a Board of Directors a share capital of CFA Francs Twenty billion (20 000.000.000)with headquarters is in Bamenda commercial avenue, P.O.BOX: 110. Appearing as Counsel, Barrister TAMO David, Barrister and Solicitors at law - Cameroon Bar, P.O.Box: 7761, Tél. : 00 (237) 699 97 66 85, e-mail: tamobenzo@yahoo.fr

It shall be preceded by an auction to the highest bidder and the best offeror,
• An urban built property, situated in Yaounde I, precisely in "Djoungolo II", covering a surface area of 371m² (three Hundred and seventy onesquaremeters with land certificate number 3703 /Mfoundi, Vol : 19, Fol : 148, wholly owned by MrFranck Loïc KAMDEM TAYOUSSI, Steve Ulrich WABO TAYOUSSI and Miss Ornella Cynthia FOTSI TAYOUSSI, having as Counsel Barrister TWENGEMBO, lawyer based in Yaounde
In addition to the terms and conditions set forth in the specifications filed at the registry of the High Court of Mfoundi in Yaounde, civil and commercial division, the bidding price for the auction sale is fixed at 5 000.000 Francs CFA With Set off price: FCFA 100 000 000 for land title N° 3703 /Mfoundi, Vol : 19, Fol : 148;
This publication rectifies and annuls the one of 20th September 2018 in le Jour news paper page 8.

Done in Yaounde on the 20th day of September 2018 by the Counsel, Barrister-at-law following suit.

FOR FURTHER INQUIRIES:

TCHIMDOU MICHELINE Née MEKIAGE
Bailiff in Yaoundé
P.O.BOX:1185 Yaoundé

TAMO David
Lawyer at Cameroon Bar
P.O.BOX: 7761 YAOUNDE
TEL. : +237 699 97 66 85
Email : tamobenzo@yahoo.fr



Dans l'arène

Penda Ekoka annonce son soutien à Kamto

Engagement. Le conseiller du chef de l'Etat dit avoir vu chez le président du Mrc, la volonté de transformer le Cameroun.



Christian Penda Ekoka a fait son choix. A quelques semaines de l'élection présidentielle prévue le 7 octobre prochain, le conseiller du président de la République, Paul Biya, s'aligne derrière Maurice Kamto, candidat investi par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Cette annonce, qui intervient à la veille de l'ouverture officielle de la campagne a été faite au cours d'une conférence de

presse tenue hier, 20 septembre 2018 au quartier Mballa 2 à Yaoundé.

A l'en croire, ce choix porté sur le candidat du Mrc n'est pas sentimental ; c'est un choix objectif. Il s'est d'ailleurs appuyé sur plusieurs critères parmi lesquels : l'occupation de terrain, le nombre de meetings, l'expérience des candidats, le programme politique et surtout la volonté et la détermination de

vouloir transformer et de moderniser le Cameroun.

Pour Christian Penda Ekoka, « le monde va très vite et le Cameroun lentement. Face à la précarité ambiante, la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et surtout le désespoir et la situation dépressive de la jeunesse, le 7 octobre est une occasion de redonner espoir. Il faut changer la donne ».

Pour y arriver, il faut un autre

état esprit, un autre leadership tout en redonnant l'autonomie aux régions. Ceci permettra de multiplier les opportunités. Pour réussir à renverser le président Paul Biya, candidat à sa propre succession, les autres candidats doivent se mettre ensemble. « Que tous les autres candidats se mettent ensemble. Si nous sommes unis, nous sommes sûrs de gagner », explique Christian Penda Ekoka.

Déterminé à voir les choses se faire différemment, le conseiller du président s'est voulu clair : « Le président mérite de se reposer. Pour moi il y a deux factions au sein du Rdpc. Il y a une faction des gens égoïstes qui l'ont pris en otage et en ont fait une espèce d'agneau expiatoire de leurs péchés qui veulent le maintenir là. Il y a des gens comme nous. Nous voulons le libérer. Qu'il se repose et qu'on ait la chance de bénéficier de ses mémoires ». Il est donc prêt à mettre toute son expérience et son expertise au profit de Maurice Kamto parce que quelque chose doit changer.

Il n'est pas le seul à apporter son soutien Maurice Kamto. Plusieurs partis politiques se sont aussi ralliés à la cause du président du Mrc, parmi lesquels le Mpcn de Paul Eric Kingue.

Solière Champlain Paka

Frankline Ndiffor mobilise les jeunes

Ngaoundéré. Le candidat du Mouvement citoyen national camerounais a rencontré les jeunes de l'Adamaoua le 19 septembre 2018 lors d'un meeting à la place des fêtes.



Franklin Ndiffor lors du meeting de Ngaoundéré.

Ils étaient près d'un millier de jeunes scolaires et, surtout, non scolaires à avoir rencontré Frankline Ndiffor, le candidat à la présidentielle du 7 octobre 2018, à la place des fêtes de Ngaoundéré. C'est en fustigeant le règne sans partage que le candidat du Mncn a débuté son propos. Avec les jeunes, il a présenté son programme politique, celui du développement de l'agriculture et, surtout, de l'élevage dans la région de l'Adamaoua.

Pour lui, l'urgence d'un changement pacifique à la tête du Cameroun est arrivée. « Je ne vous demande pas d'entrer en rébellion mais d'aller massivement aux urnes le 7 octobre 2018 pour le changement à la tête du Cameroun », a déclaré Frankline Ndiffor. Sous les applaudissements des jeunes et de nombreux curieux, le candidat a insisté sur le renouvellement de la classe politique dirigeante actuelle. « Je suis jeune comme vous. C'est le moment d'aller à la retraite et de mettre un jeune à la tête de notre Nation. Etre président de la République n'est pas une blague. Il faut un jeune pour conduire le Cameroun vers l'émergence », a-t-il ajouté.

Frankline Ndiffor a promis aux jeunes de la région de l'Adamaoua qu'une fois élu à la présidence de la République du Cameroun, il sera le président du peuple. La construction des infrastructures routières sera l'une des priorités de son gouvernement. « Je sors de Garoua, je puis vous dire que c'est le calvaire. Il n'existe pas de route entre l'Adamaoua et le

Nord. Il faut une autoroute pour relier les trois régions ; et ça sera la priorité de mon gouvernement », a déclaré le candidat Frankline Ndiffor. Selon lui, une fois élu, il instaurera le fédéralisme au Cameroun pour faciliter le développement de chaque région. « Où vont vos impôts ? Avec moi président de la République, les impôts versés par vous vont servir à développer votre région », a insisté le leader du mouvement Mncn et candidat à la présidentielle du 7 octobre 2018.

Sur le financement public de la campagne, le candidat du Mncn a jugé l'attitude du gouvernement d'insulte vis-à-vis des candidats. « 15 millions de francs ne font même pas le tiers de ce que j'ai déjà dépensé. La caution c'est combien. Je crois que le gouvernement veut pousser le peuple et les candidats à la révolte. Nous n'accepterons pas cet argent », a-t-il ajouté. Selon le candidat du Mncn, il s'agit juste de la provocation de la part du gouvernement. Frankline Ndiffor s'est présenté comme le candidat du peuple aux jeunes de la région de l'Adamaoua.

A Ngaoundéré, Frankline Ndiffor a fait le bilan du candidat Biya. « Je ne suis pas un homme politique. Regardez comment une région comme l'Adamaoua est abandonnée à elle-même. Riche et belle. L'Adamaoua comme d'autres régions du Cameroun manque d'infrastructure. Votez pour moi en faisant partir les vieux qui ont pris en otage notre beau pays » a-t-il conclu.

Adolarc Lamissia

Le ministre du travail liste ses réalisations

Septennat. Grégoire Owona a fait le point hier sur les avancées des projets de son département ministériel.



C'est la fin du septennat, on énumère ses réalisations ci et là ! Grégoire Owona, le ministre du Travail et de la Sécurité sociale était face à la presse ce 20 septembre 2018. Il a présenté les performances du sous-secteur dont il a la charge. C'était dans la salle de conférences de son département. A ses côtés, le porte-parole du gouvernement, Issa Tchiroma, et le directeur général de la Cnps, Mekulu Mvondo.

Alors, le bilan est élogieux tant dans le cadre de la sécurité sociale où la Cnps est passé d'un établissement bancaire à un organisme de sécurité sociale, aussi dans le domaine ad-

ministratif, la réduction des délais de traitement des dossiers notamment pour les médailles d'honneur de travail, l'octroi des agréments aux médecins et infirmiers, des visas des conventions de visites. Un bilan qu'atteste et confirme le ministre de la Communication.

On continue, la liste des réalisations et innovations est longue. Déjà une heure d'horloge. Autour du travail et de la sécurité sociale existent plusieurs concepts dont les journalistes se posent des questions sur leur effectivité. A la phase de questions-réponses, les journalistes peu convaincus les ressusitent. Il s'agit de la dette

sociale, la couverture santé universelle et même de l'assurance volontaire, au regard du secteur informel ahurissant. Comme c'est la présentation des performances au cours d'une période et qu'on entame bientôt une autre très importante, il vaut mieux être explicite.

Le ministre apporte alors des clarifications : « l'assurance volontaire a été mise en place et on en est aujourd'hui à la sensibilisation, vous voyez bien que 200 000 Camerounais ont déjà adhéré. Mais j'avoue qu'on constate quelques faiblesses parce qu'on m'a informé que près de la moitié des Camerou-

nais ne payent pas régulièrement leur prime. Mais c'est quand même intéressant de savoir qu'un jeune qui ouvre son atelier de couture, possède son taxi ou qui travaille à la sauvette peut arriver à la Cnps souscrire à une assurance qui va lui permettre de continuer à avoir un revenu en cas d'invalidité ou de retraite

Venons-en au centre d'intérêt de ce ministère et le deuxième point lors de cette communication : la promotion du travail décent. A ce sujet, encore un bilan mitigé. Selon le ministre, il y a eu des avancées. Un comité de concertation a été mis en place, ainsi que le suivi du dialogue social. Selon lui encore, le climat social est apaisant de nos jours. Mais la surprise est de taille lorsqu'on rencontre des messieurs âgés en face du ministère des Finances. Sur la grille du Centre linguistique pilote, ils sont entourés des cartons et plaques qui laissent voir des messages : « Le collectif des ex-employés des sociétés d'Etat liquidées ou restructurées dans l'attente de la décision finale sur le paiement intégral de nos droits de leurs droits », « 30 ans c'est trop libérez nous ! ». Il s'agit des ex-employés des sociétés comme le Labogénie, Régifercam, la Sonel... qui font ce sit-in depuis 30 ans. Le 29 mai dernier ils y étaient encore sans suite jusqu'à ces jours. Mais notre bilan est satisfaisant !

Guillaume Aimée Mete

le jour

Publiez vos annonces à partir de **5000 F cfa.**

*Améliorez votre visibilité à moindre coût.

*Faites asseoir votre notoriété

*Booster vos affaires

*Réservez votre espace sur l'adresse suivante :

lejournservicecommercial@yahoo.fr

Yaoundé : 22 04 01 85 / 96 98 62 64

/ 99 74 95 85

Douala : 77 68 10 34 / 99 93 76 72

Jean Jacques Ekindi se rallie à Paul Biya

Présidentielle 2018. Le leader du Mouvement progressiste justifie son choix par le fait que toutes les chances de victoire sont du côté du candidat du parti au pouvoir.

Il y a quelques semaines, Jean-Jacques Ekindi annonçait qu'il effectuait un travail de lobbying, en toute discrétion, dans le but d'une candidature consensuelle de l'opposition à Paul Biya aux élections présidentielles du 7 octobre prochain. Le leader du Mouvement progressiste (Mp) allait même jusqu'à vendre l'illusion que son propre parti ferait partie de cette alliance stratégique, et qu'il dévoilerait en temps opportun, le leader derrière lequel le Mp se rangeait, étant donné que lui-même n'est pas dans la course pour la conquête du palais de l'Unité : après avoir annoncé son intention de briguer la magistrature suprême, le 12 juillet dernier, le sieur Ekindi s'était finalement désisté le 19 août et avait attendu le 13 septembre 2018, pour justifier pourquoi il n'avait pas déposé son dossier.

Depuis hier, l'allié de Jean-Jacques Ekindi est connu. Sauf que, contre toute attente, cet allié ne sera ni Maurice Kamto, le porte-flambeau du MRC à cette présidentielle, ni Joshua Osih du SDF, ni même Cabral Libii de l'Univers, et encore moins Akere Mouna. Cet allié du "chasseur du lion", c'est bien Paul Biya, le fauve que l'ex-soixante-huitard rêvait de chasser au début de la décennie 1992, lorsque son aura et son charisme étaient au sommet de leur prospérité. Face à la



presse jeudi 20 septembre, Ekindi n'a pas manqué de raison pour justifier son volte-face. "Seul Paul Biya est interpellé pour rendre compte. En ce qui concerne les autres, aucun n'a pris l'initiative de présenter un bilan, même sommaire, du mandat reçu", a-t-il déclaré.

Biya, sans surprise

Jean-Jacques Ekindi indexe clairement, ici, les autres candidats face à Biya, notamment ceux d'entre eux qui, au cours de ces sept dernières années, ont reçu l'onction du peuple pour débattre de leur avenir, en leur nom, à la représentation nationale. Il s'agit d'Osih, de Ndam Njoya, de Kamto, dont les partis politiques siègent à l'Assemblée Nationale aux côtés du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) de Paul Biya. Le second argument tient aux programmes proposés ici et là, par

les opposants. "Ces projets et programmes, quand ils ne se cantonnent pas aux grands énoncés, proclament pour le moins des incantations et des vœux travestis en promesses (...) Le candidat Paul Biya est sans aucun doute le mieux préparé pour gagner cette élection. Les autres candidats auraient maximisé leurs chances en désignant un candidat consensuel face au sortant". Tel est l'argument majeur du Mp, ajouté au fait que seul Paul Biya a des réponses pratiques et constantes aux crises conjoncturelles graves (crises sécuritaires dans l'Extrême-Nord et dans les deux régions anglophones, relance de la croissance économique à court et à moyen termes), et aux crises structurelles telles que la corruption généralisée. Les autres programmes sont dénués de vraisemblance.

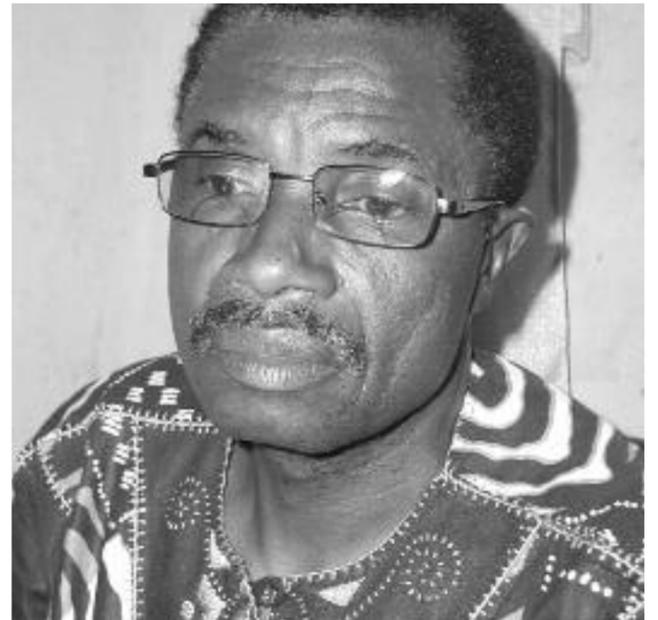
Théodore Tchopa

Les menaces d'Etienne Sokin

Conférence de presse. L'ex-sénateur Sdf prévient qu'il descendra dans la rue si la victoire de son candidat est volée.

L'histoire parle et suscite beaucoup de prudence et de préparation physique pour un mouvement de revendication si, à jamais, la victoire du Sdf est volée par le pouvoir en place. C'est l'avertissement que lance les membres politiques du Sdf dans la région de l'Ouest. Avec l'argument qui laisse croire que la victoire de Joshua Osih est déjà acquise, Etienne Sokin avertit sur « un potentiel manœuvre de détournement des résultats par l'unique candidat en face qu'est Paul Biya » IL promet de « descendre dans la rue ».

« La victoire de Joshua Osih n'est celle d'individu. C'est la victoire d'un peuple. Si la victoire d'un peuple est volée, c'est le peuple qui doit réagir. Il y aura mouvement terroriste si on nous vole notre victoire. Et autant que vous le voyez en zone anglophone, les Camerounais à l'unanimité vont se révolter pour revendiquer leur cause. Que le peuple se révolte pour revendiquer sa victoire. On n'aura pas besoin de qui que ce soit parce que ne l'oubliez jamais, l'élu président de la République n'est qu'un employé du peuple. Et si le peuple recrute son employé qui va apporter tous les changements dont il a besoin pour son mieux être et qu'un voleur, un agresseur vient à agresser cet employé, c'est tout le peuple qui va se soulever pour combattre l'ennemi commun », clame



Pierre Sokin, membre politique du Sdf.

Dans cette conquête du pouvoir, Joshua Osih va conduire plusieurs meetings du samedi 22 au lundi 24 septembre 2018 par Dschang. Le programme de la campagne électorale de Joshua Osih a été communiqué au cours d'une conférence de presse de présentation du projet politique, social et économique, tenue le mercredi 19 septembre dernier à Bafoussam. Le porte étendard du Sdf qui propose le fédéralisme comme la forme de l'Etat pour davantage rapprocher l'administration des administrés, la seule forme susceptible d'allé-

ger les souffrances des populations selon lui, va débiter sa caravane dans la région de l'Ouest par Dschang le samedi 22 septembre 2018.

Il va poursuivre cette série de meetings dans les villes de Baham, Bafang, Bangangté, Bandjoun, Bafoussam, Foumban, Foubot, avec des escales de communication à Santchou, Bandja, Bangou carrefour, péage Bayangam le dimanche 23 et à Magba le lundi 24 septembre 2018. L'étape de Mbouda est programmée pour le 4 octobre 2018.

Aurélien Kanouo

SPECIALE RENTREE SCOLAIRE

Logements Individuels
Sociaux et économiques

Lots D'habitation

Ventes Groupées

Lots Commerciaux

Equipements Collectifs

A 10mn Du Centre-ville

PREPAREZ VOTRE AVENIR ET CELUI DE VOS ENFANTS

Réservez votre terrain ou votre logement à la SAD

- Plusieurs sites entièrement viabilisés et d'autres en cours d'acquisition
- Prix attractifs
- Conditions de paiement simplifiées
- Superficies allant de 250 à plus de 1000m²

Contactez La SAD au 289, rue Koloko Bonapriso Tél: 233 43 11 43 / 693 61 98 73 / 699 93 66 88.

www.sadcameroun.com

Email: mbsad2003@yahoo.fr

La SAD promet et réalise

Nos Lotissements

Mbanga-Japoma
Bwang-Bakoko
Bonamatoumbè
Yapaki Bakoko
Pont / Moungo
Dibamba
Sodiko
Nkolbisson
Nsimalen
Km 25
Etc...

Le Cameroun classé 21e pays africain

Développement humain. Le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) a publié, la semaine dernière, une nouvelle édition de son classement mondial des pays, par indice de développement humain (IDH).

Si aucun grand changement n'est à remarquer dans le nouveau classement par rapport aux pays d'Afrique, le document révèle néanmoins que le paysage africain en matière de développement humain reste fortement contrasté, au vu des progrès affichés par certains Etats et des régressions ou stagnations affichées par d'autres.

Selon la nouvelle mise à jour du classement, les Seychelles (62ème rang mondial) restent en tête des pays africains ayant le meilleur IDH, tandis que le Niger, en bon mauvais élève de la classe, maintient sa dernière place dans le classement, tant au niveau continental que mondial. Le pays, qui possède le plus haut taux de fécondité au monde (7,2 enfants par

femmes) peine à améliorer son classement, dans un contexte marqué par les catastrophes humanitaires qu'exacerbent les violences commises par les groupes extrémistes, comme Boko-Haram.

D'un autre côté, pendant que le Botswana (101ème rang mondial et 5ème africain) se classe parmi les pays ayant gravi le plus de places depuis le début de la décennie (grâce notamment aux nouvelles estimations de l'espérance de vie à la naissance), l'Ile Maurice, l'Algérie et la Libye ont enregistré une chute dans le classement.

Au total, aucun pays africain n'a encore réussi à se hisser dans la catégorie des pays ayant un niveau « très élevé » de développement humain, tandis que 7 pays du continent se

classent parmi les pays ayant un taux d'IDH « élevé ». 14 pays du continent restent dans la catégorie des pays ayant un « niveau moyen » de développement humain, tandis que plus de la moitié des pays du continent (32) restent dans la catégorie des pays affichant un taux « faible » en matière d'IDH.

Pour rappel, le classement de l'IDH évalue le niveau de développement humain des pays (189 au total), en se basant sur plusieurs données impliquant, entre autres, le niveau d'éducation de la population, la santé et le revenu.

Notons que, pour cette mise à jour, seule la Somalie n'a pas été prise en compte par les experts, parmi les pays africains.

Le Cameroun 5e fournisseurs de bois à la Chine

Matières premières. Selon les pointages de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), cinq pays ont assuré, à eux seuls, 90% des importations chinoises de bois sciés, au cours du premier trimestre 2018. Le Cameroun pointe en 5ème position dans ce classement, avec 2% des importations chinoises.



Bien que le marché chinois soit devenu un véritable débouché pour les exploitants forestiers camerounais, à cause de la rudesse des conditions d'exportation du bois vers l'Union européenne (accords Flegt), le Cameroun fait moins

bien que la Malaisie (4%), les Philippines (4%) et le Gabon (7%), premier exportateur africain de sciages tropicaux vers la Chine, au cours de la période sous revue.

Cependant, c'est la Thaïlande qui a le plus tiré profit de

l'augmentation de 7% des importations chinoises de bois sciés au premier trimestre 2018, en pourvoyant à 72% des besoins de l'empire du Milieu, apprend-on de l'OIBT.

Orange a déjà connecté 10 000 enfants



Ecoles numériques. La fondation lancée par l'opérateur des télécoms Orange Cameroun a officiellement installé le 19 septembre 2018, sa 25ème école numérique dans le pays, à l'école publique «Petit Joss» de Douala, la capitale économique camerounaise, apprend-on officiellement.

Dans le cadre de ce projet visant à numériser les enseignements dès l'école primaire au Cameroun, la Fondation Orange a fait à cette école publique, une dotation d'un kit contenant un mini serveur de contenus éducatifs connecté à 50 tablettes, ainsi qu'un vidéoprojecteur et un écran.

Grâce aux 25 écoles numériques

ouvertes sur le territoire camerounais à ce jour, souligne Orange Cameroun, pas moins de 10 000 enfants sont désormais connectés au projet «Ecoles numériques», officiellement lancé au mois de mars 2017 dans la petite localité de Nkolbewa, dans la région du Centre du pays.

Classement 2018 des IDH africains

Rang (Afrique)	Pays	Rang (Mondial)	Catégorie (IDH)
1	Seychelles	62	Elevé
2	Maurice	65	Elevé
3	Algérie	85	Elevé
4	Tunisie	95	Elevé
5	Botswana	101	Elevé
6	Libye	108	Elevé
7	Gabon	110	Elevé
8	Afrique du Sud	113	Moyen
9	Egypte	115	Moyen
10	Maroc	123	Moyen
11	Cap-Vert	125	Moyen
12	Namibie	129	Moyen
13	Congo	137	Moyen
14	Ghana	140	Moyen
15	Guinée E.	141	Moyen
16	Kenya	142	Moyen
17	Sao-Tomé et P.	143	Moyen
18	eSwatini	144	Moyen
18	Zambie	144	Moyen
20	Angola	147	Moyen
21	Cameroun	151	Moyen
22	Tanzanie	154	Faible
23	Zimbabwe	156	Faible
24	Nigeria	157	Faible
25	Rwanda	158	Faible
26	Lesotho	159	Faible
26	Mauritanie	159	Faible
28	Madagascar	161	Faible
29	Ouganda	162	Faible
30	Benin	163	Faible
31	Sénégal	164	Faible
32	Comores	165	Faible
32	Togo	165	Faible
34	Soudan	167	Faible
35	Côte d'Ivoire	170	Faible
36	Malawi	171	Faible
37	Djibouti	172	Faible
38	Ethiopie	173	Faible
39	Gambie	174	Faible
40	Guinée	175	Faible
41	RDC	176	Faible
42	Guinée-Bissau	177	Faible
43	Erythrée	179	Faible
44	Mozambique	180	Faible
45	Liberia	181	Faible
46	Mali	182	Faible
47	Burkina Faso	183	Faible
48	Sierra Leone	184	Faible
49	Burundi	185	Faible
50	Tchad	186	Faible
51	Sud Soudan	187	Faible
52	RCA	188	Faible
53	Niger	189	Faible



With Afriland
our child
dream

Go to the ne
or contact y
manage

8050
Call
center
24h/7



www.afriland

1063 Place de l'Indépendance
11834 Yaoundé - Cameroun
Firstbank@afrilandfirstbank.com
@afrilandfirstbankgroup



First Bank
 dren can
 m big

arest branch
 our portfolio
 er today



nd First Bank

firstbank.com

(237) 2 22 23 30 68 / 7 22 21 53 27
 (237) 2 22 21 17 85
 @ATD_Cameroun

Série : Sur les traces des chantiers routiers

Un taux de réalisation de 50%

10 Mbama-Messamena. Plombé par des soupçons de corruption et des problèmes d'indemnisation, ce chantier qui date de 2016 semble enfin sur la bonne voie.

La région de l'Est est régulièrement citée comme l'une des plus enclavées du Cameroun. Si la construction de la route Mbama-Messamena dans le Haut Nyong ne devrait pas drastiquement changer cet état de fait, elle peut au moins amorcer un processus de désenclavement que les populations appellent de tous leurs vœux. Encore faut-il réaliser ce projet et le pari est jusqu'ici loin d'être gagné.

Ce chantier qui concerne la réalisation d'une route longue de 38 km et l'aménagement de 5 km de voirie à Abong-Mbang a connu plusieurs écueils. Passons sur les facteurs naturels liés aux pluies diluviennes qui ont conduit à de multiples arrêts des travaux pour nous arrêter sur le processus d'indemnisation des populations. Celui-ci a été émaillé de soupçons de fraudes et de corruption matérialisés par de fausses déclarations des biens par certaines élites. Selon un riverain, « Les gens ont déclaré les huttes comme des duplex, d'autres plusieurs champs de cultures diverses (café, cacao, plantain et banane qui n'existent pas ». Résultat, les populations riveraines avaient opposé un blocus au déroulement du chantier.

Descendu sur le terrain l'année dernière, le ministre des Travaux Publics, Emmanuel Nganou Djoumessi, avait repris la main sur cette construction vitale pour la région. « Le gouvernement a commandé une contre-expertise qui a révélé des irrégularités et des exagé-



Pose des caniveaux sur l'axe Mbama-Messamena

rations de la commission d'évaluation », avait-il déclaré au cours de la séance de travail tenue à la préfecture d'Abong-Mbang tout en promettant plus de transparence et de justice dans le processus. Le décret d'expropriation pour cause d'utilité publique signé par le Premier ministre qui s'en était suivi avait alors permis le paiement effectif des indemnisations et le redémarrage des travaux.

Fiche technique

Outre la libération des em-

prises, Emmanuel Nganou Djoumessi avait aussi déploré la mobilisation insuffisante de l'entreprise d'Edok-Eter sur le terrain. De son côté, le responsable, l'entreprise en charge des travaux avait évoqué la tension de trésorerie causées par le non-paiement des décomptes par l'Etat. Mais le ministre des Travaux publics avait précisé que le déblocage des fonds dépendrait du niveau d'accélération des travaux sur le terrain. Piquée au vif, Edok-Eter s'est remis à l'ouvrage et au dernier pointage effectué le 21

juin 2018, les travaux affichent un taux de réalisation de 50%.

D'après la fiche technique, ce tronçon aura une largeur de 7 m avec deux accotements de 2x1,5 m en rase campagne et des trottoirs de 2x1,5 m en zone urbaine. Le coût estimatif est de 26 milliards de Fcfa. La construction de la route Mbama-Messamena et de 5 Km de voirie dans la ville d'Abong-Mbang fait partie des aménagements prévus dans le cadre du projet de route Ayos-Bonnis, reliant les régions du Centre et de l'Est. Ce projet a pour objectif

de désenclaver les bassins de production ; de faciliter le déplacement des personnes et des biens et de faciliter l'accès aux soins de santé. Le marché de construction de cette route a été attribué le 17 juin 2014 à l'entreprise Edok-eter Cameroun SA et la maîtrise d'œuvre est assurée par Bec La Routière. Les travaux sont financés par le Budget d'Investissement public, exercice 2013 et suivants.

Hiondi Nkam IV

Fin de la série

6 milliards pour enfin trouver la bauxite

Ngaoundal et Minim Martap. Le gouvernement camerounais a décidé de relancer le projet de recherche et d'exploitation de la bauxite de dans la partie septentrionale du pays.



Le ministre des Mines, Ernest Gwabouhou a lancé la dernière phase de recherche sur les gisements de bauxite de Minim-Martap et Ngaoundal, le 17 septembre 2018.

Dans son allocution de circonstance, M. Gwabouhou a précisé que « Le souci majeur est d'avoir un développement durable de la mine qui soit économiquement rentable, écologiquement acceptable et socialement viable, avec une attestation particulière sur le contenu local ». Le directeur gé-

néral de l'opérateur Camalco SA, filiale camerounaise de Canyon Resources Ltd, Philippe Gallagher, a pour sa part indiqué que ce projet offrira 500 emplois directs et il y aura des travaux sur le chemin de fer permettant d'évacuer la bauxite; puis suivra l'élargissement de cette ligne ferroviaire jusqu'à la cité balnéaire de Kribi, où se trouve un port en eau profonde.

La junior-minièrerie australienne Canyon Resources s'est engagée auprès du gouvernement camerounais à mobiliser plus de 6 milliards FCFA pour

des recherches qui vont s'étendre sur une période de 3 ans non renouvelable. Les gisements de bauxite de Minim-Martap et Ngaoundal ont un potentiel provisoirement estimé à 554 millions de tonnes.

La mise en exploitation de ces gisements devrait mettre fin à l'importation de la bauxite à partir de la Guinée Conakry, une matière première utilisée notamment par la société Aluminium du Cameroun (ALUCAM), filiale de la firme australo-canadienne Rio Tinto-Alcan (RIA). H.N.IV

La citation

« Chez Philjohn Technologies, nous avons 12 collaborateurs et d'ici la fin du mois de juillet, nous serons 30 collaborateurs. Le Data management et la business intelligence sont les offres majeures de Philjohn technologies, et avec cela, nous comptons dans les deux prochaines années renforcer notre leadership dans la sous-région. Dans les cinq prochaines années, nous espérons figurer dans le top 5 des entreprises leader du Big Data en Afrique ».

Philippe Nkouaya, Ceo and founder de Philjohn Technologies

Le chiffre

10 556,2 milliards Fcfa

La masse monétaire de la Cemac a décliné à 10 556,2 milliards Fcfa sur la période décembre 2017 à avril 2018.

OM : la grosse déception de Sarr



Pourtant devant à la pause, l'Olympique de Marseille a chuté sur sa pelouse contre l'Eintracht Francfort (1-2), ce jeudi, lors de la 1ère journée de la phase de poules de la Ligue Europa. Un résultat très frustrant pour le latéral polyvalent Bouna Sarr (26 ans, 1 match en C3 cette saison).

"On est énormément déçu. On avait à cœur de gagner pour prendre trois points et prendre l'avantage dans le groupe. On a manqué de réussite, surtout dans le dernier geste, on s'est procuré pas mal d'occasions, mais dans ce domaine, on a été défaillant. Les supporters auraient pu nous aider, mais même sans eux on aurait pu gagner le match", a expliqué l'ancien Messin au micro de RMC Sport.

LdC : Ronaldo fixé jeudi prochain



Expulsé lors de la victoire de la Juventus Turin à Valence (0-2), mercredi en Ligue des Champions, Cristiano Ronaldo (33 ans, 1 match en LdC cette saison) devra patienter une semaine pour connaître le verdict de l'UEFA. En effet, l'attaquant portugais, qui a écopé d'un carton rouge pour un très léger accrochage avec Jeison Murillo, a vu la Commission de discipline de l'instance européenne ouvrir une procédure pour juger son cas.

Pour rappel, le quintuple Ballon d'Or pourrait écoper de trois matchs de suspension, ce qui le priverait de la double confrontation face à son ancien club, Manchester United. Les supporters des Red Devils, désireux de revoir leur ex-idole, se sont mobilisés pour convaincre l'UEFA de se montrer clément.

Lamouchi heureux pour Ben Arfa



Pour son retour en Ligue Europa, Rennes s'est imposé sur le fil contre Jablonec (2-1), ce jeudi, à l'occasion de la 1ère journée de la phase de poules. Entré peu après l'heure de jeu, Hatem Ben Arfa (31 ans, 1 apparition et 1 but toutes compétitions cette saison) a inscrit le but de la victoire sur penalty. Une immense joie pour l'entraîneur breton, Sabri Lamouchi, qui a félicité son milieu offensif. "On s'est fixé un cap lui et moi, on sait où on veut aller. On n'avait pas imaginé un scénario comme celui de ce soir, c'est la cerise sur le gâteau. (...) On a vu de petits éclairs prometteurs. Sur le penalty, il a pris ses responsabilités et ça, c'est une preuve d'un grand champion qui arrive, dit bonjour, prend et assume ses responsabilités. C'est formidable. Si Hatem refait la même chose contre Paris (dimanche en L1, ndr), c'est pour moi, je paye la tournée générale", a lancé l'ex-international tricolore en zone mixte.

Huit Camerounais présents sur le tatami

36e championnat du monde Judo. Dieudonné Dolassem et ses coéquipiers sont à Bakou en Azerbaïdjan, où ils tenteront de glaner les médailles.



A gauche, le judoka camerounais Dieudonné Dolassem

Défendre les couleurs du Cameroun au niveau international, telle est la mission des Huit judokas Camerounais, qui sont depuis mercredi dernier à Bakou, en Azerbaïdjan. Ils y sont dans le cadre de la 36e édition du championnat du monde de la

discipline, afin de relever le défi qui les interpelle. Entrée en matière difficile pour le Cameroun hier jeudi, avec une première défaite enregistrée, dans la catégorie Dames des -48kg. Il aura fallu plus d'efforts à Philomène Bata, qui n'a pas réussi à inverser la

tendance. Après un premier tour bien négocié au cours duquel elle aura fait preuve de témérité et d'endurance, elle va perdre ses forces, lors du second tour. Malgré son engagement et sa détermination à faire une fois de plus la différence, Philomène va s'incliner face à la chilienne,

Vargas Ley, lors du combat 40 de la poule B.

Au terme des premières finales qui se sont achevées hier, l'on enregistre déjà les premières médailles. La finale dans cette catégorie -48 kg, a vu la victoire de l'Ukrainienne Daria Bilodid, qui remporte la médaille en or, et devient à 17 ans, la plus jeune championne du monde seniors de tous les temps. L'autre médaille en or de la journée, est remportée par le japonais, Naohisa Takato, chez -60kg super-légers les autres combattants Camerounais dans les diverses catégories, entrent en scène, dès aujourd'hui.

Dieudonné Dolassem, dans la catégorie des -90kg, l'une des meilleures chances de médaille du Cameroun a cette compétition, affronte le Suisse, Ciril Grossklaus. Comme ses autres coéquipiers de l'équipe nationale, auront la lourde responsabilité, de défendre les couleurs du Cameroun. Ils devront porter haut le drapeau Camerounais, à cette compétition planétaire, qui regroupe les meilleurs judokas du monde. La compétition qui a démarré le 20, s'achève le 27 septembre 2018, et verra la participation de 125 Pays, qui vont s'affronter dans 14 épreuves.

Moïse Moundi.

Deux pays africains déjà qualifiés

Coupe du monde de basketball. La Tunisie et le Nigeria sont parmi les six autres heureux élus, qui se sont distingués lors de la fenêtre qualificative de septembre.



Au terme de la fenêtre qualificative de septembre 2018, six Nations ont déjà obtenu leur qualification pour la Coupe du monde Chine 2019. Parmi celles-ci, on retrouve

deux Africains, qui ont décroché leur ticket, pour ce grand rendez-vous planétaire, qui regroupera 32 équipes l'année prochaine. Les Aigles de Carthage de

Tunisie, champions de basketball en titre, et les D'Tigers du Nigeria, sont les premiers ambassadeurs de l'Afrique, à avoir assuré leur place, après un parcours sans faute, et n'attendent

plus que la liste se complète. Il faudra attendre les mois de novembre et décembre, pour déterminer les heureux élus. Dans ce dernier virage, trois autres représentants du continent Africain viendront compléter la liste pour avoir cinq ambassadeurs, avec en ligne de mire le Cameroun qui devra négocier sa qualification.

Du côté du continent européen, le nombre de pays qualifiés s'élève au nombre de quatre. La Lituanie, est le sixième pays à avoir obtenu sa qualification lundi dernier, en s'imposant 95-93. Un succès obtenu dans la douleur, après la double prolongation, face aux Pays-Bas. La Lituanie rejoint ainsi les trois autres équipes européennes, que sont l'Allemagne, la Grèce et la République Tchèque, qualifiées dimanche dernier.

Pour ce qui est du continent asiatique, la Chine pays hôte, reste la seule Nation qualifiée. Suivant le quota, elle sera rejointe par sept autres représentants asiatiques. La liste sera complétée par sept autres pays de la zone Amérique.

MM

AVIS DE VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE

Par devant le Tribunal de Grande Instance de Mfou statuant en matière commerciale, le jeudi le 11 octobre 2018 à 07 Heures 30 minutes.

A la requête de **Afriland First Bank** en abrégé « First Bank », Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de Francs CFA Vingt milliard (20.000.000.000), dont le siège social est fixé à Yaoundé, BP 11834, Place de l'Indépendance, représentée par son Administrateur Directeur Général Monsieur **NAFACK Alphonse**, ayant pour conseil Maître **TAPCHEM Patris**, Avocat au Barreau du Cameroun, BP. 5 553 Yaoundé, Tél. (237) 242 17 73 47/670 45 17 86 ;

Il sera adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, à la MISE A PRIX de Francs CFA quatre-vingt-huit millions neuf cent soixante-douze mille quatre cent cinquante-quatre (88 972 154) et par tranche d'enchères de Francs CFA cinq cents mille (500.000),

1° - Un immeuble urbain non bâti sis à MFOU, au lieu-dit Mfou-Ville, d'une superficie de 14 192 m² objet du Titre Foncier N° 8617 du Département de la Mefou et Afamba, volume 44, folio 65, appartenant en toute propriété à Monsieur **MOTAPON NJOUMENI Théophile**, géomètre domicilié à Mfou, caution personnelle et hypothécaire des Etablissements **UNIVERS TOPO** dont le siège social est à Mfou et ayant pour conseil Me **Zacharia ACHU**, avocat au barreau du Cameroun, BP 4 430 Yaoundé, Tel. 695 17 28 98

Par ailleurs et outre les conditions susmentionnées, ledit immeuble sera adjugé conformément aux clauses et conditions insérées au cahier des charges déposé au greffe du Tribunal de Grande Instance de Mfou chambre civile et commerciale.

Fait et rédigé le 20 septembre 2018 par le Conseil de la partie poursuivante.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, S'ADRESSER A :

Maitre TIBA KENGNE Eléonore
HUISSIER DE JUSTICE
BP: 14 Yaoundé
Tel: +237 699 90 92 53

Maître Me TAPCHEM Patris
Avocat aux Barreau du Cameroun
B.P. 5 553 YAOUNDE
TEL.: +237 242 17 73 47/670 45 17 86

NOTICE OF AUCTION SALES OF REAL ESTATE

Before commercial Division of the High Court of Mefou & Afamba holden in Mfou on Thursday 11 th October 2018 at 07. 30 am.

At the request and diligence of **AFRILAND FIRST BANK**, Public Limited Liability Company with a Board of Directors a share capital of CFA Francs Twenty billion (20.000.000.000) whose headquarters is in Yaoundé, P.O.BOX: 11834, Independence Square, represented by its General Manager Mr **NAFACK Alphonse**; appearing as Counsel Barrister **TAPCHEM Patris**, Barrister and Solicitors at law - Cameroon Bar, P.O. Box: 5 553, Tél. +237242 17 73 47/670 45 17 86

It shall be proceed buy an auction to the highest bidder and the best offeror,

1° - an urban real estate, situated in MFOU, precisely in "MFOU-Ville", covering a surface area of 14 192 M², in land certificate number 8617 of Mefou and Afamba subdivision, volume 44, folio 65, belonging to Mr **MOTAPON NJOUMENI Théophile**, surveyor domiciled at Mfou, mortgage of **Univers TOPO** establishments whose headquarters is in Mfou, whose counsel is Barrister **Zacharia ACHU** at Cameroon bar association, p.o.boxe 4 430 Yaoundé, Phone number 695 17 28 98

In addition to the terms and conditions set forth in the specifications filed at the registry of the High Court of Mfoundi, commercial division, shall be received in the auction sale in lots of CFA Francs five hundred thousand (500.000) and minimum offer price of CFA Francs eighty-eight million nine hundred and seventy two and hundred fifty four (88 972 154).

Done in Yaoundé on the 20 th September 2018 by the Counsel, Barrister-at-law following suit.

FOR FURTHER INQUIRES:

Maitre TIBA KENGNE Eléonore
HUISSIER DE JUSTICE
BP: 14 Mfou
Tel: +237 699 90 92 53

Maître Me TAPCHEM Patris
Avocat aux Barreau du Cameroun
B.P. 5 553 YAOUNDE
TEL.: +237 242 17 73 47/670 45 17 86

BARREAU DU CAMEROUN
Maître Valérie KAMGAING MOUAFO
Avocat, BP 7831 Yaoundé/ tel : 679 46 88 34

AVIS DE VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES LE MERCREDI 10 OCTOBRE 2018 À 07H30MN

Par devant la chambre civile et commerciale du Tribunal de Grande Instance du Nyong et So'o siégeant en la salle ordinaire de ses audiences sise au palais de justice à Mbalmayo

A la requête de la Société **ADVANS Cameroun S.A**, dont le siège social est à Douala, lieu dit Rond point salle des fêtes BP 5738 Douala, agissant poursuites et diligences de son Directeur Général Monsieur **Julien MAHE**, ayant pour conseil Me **Valérie KAMGAING MOUAFO**, Avocat, Tel. : 679 46 88 34 en l'étude de laquelle domicile est élu, il sera adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, l'immeuble ci-après désigné appartenant à Monsieur **FOUDA René Daniel** demeurant à Mbalmayo, lequel n'a pas constitué Avocat pour assurer sa défense jusqu'ici ;

Un immeuble rural non bâti et exploité sis à Mbalmayo au lieu dit Zamakoe, d'une contenance superficielle de trois hectares huit ares soixante trois centiares (3ha 8a 63ca), objet du Titre Foncier numéro 916 du département du Nyong et So'o, volume V, folio 122 appartenant Monsieur **FOUDA René Daniel**.

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges déposé le 06 février 2018 au Greffe du Tribunal de Grande Instance du Nyong et So'o à Mbalmayo, les enchères seront reçues par tranche de 500.000 F CFA sur la mise à prix de 35.000.000 F CFA.

Pour tous renseignements, s'adresser à :

Maître **Valérie KAMGAING MOUAFO** Avocat à Yaoundé
Tél : 679 46 88 34

Me **BIBAKA ONDEAU Eugène Léopold**
Huissier de Justice à Mbalmayo
Tél : 677 60 18 39

CAMEROON BAR ASSOCIATION
Valérie KAMGAING MOUAFO

Barrister-at-Law and solicitor, PO Box 7831 Yaoundé/ Tel : 679 46 88 34

NOTICE OF AN IMMOVABLE PROPERTY ON WEDNESDAY, 10th OCTOBER 2018 AT 07:30 AM

Before the High Court of Nyong et So'o, holding in civil and commercial matters in its ordinary courtroom in Mbalmayo.

At the request of **ADVANS Cameroun S.A**, whose head office is at Douala at Rond point salle des fêtes, PO Box 5738 Douala, following suit through its General Manager Mr. **Julien MAHE**, whose lawyer is **Valérie KAMGAING MOUAFO** office, Barrister-at-law, PO Box 7831 Yaoundé, Tel.: 679 46 88 34. There shall be sale of an estate to the highest and last bidder:

An undeveloped land located in Mbalmayo, at Zamakoe, covering a surface area of 3ha 8a 63ca, with land title n° 916/Nyong et So'o, property belonging to Mister **FOUDA René Daniel**, whose home address is in Mbalmayo.

Besides the charges, terms and conditions set forth in the terms of reference filed at the registry of the High Court of Nyong et So'o on the 6th day of february 2018, the bids shall be received in installments of FCFA 500 000 and the minimum price offer is FCFA 35 000 000.

Further inquiries at:

Valérie KAMGAING MOUAFO
Barrister at Yaoundé
Tél : 679 46 88 34

Me **BIBAKA ONDEAU Eugène Léopold**
Bailliff at Mbalmayo
Tél : 677 60 18 39

Les Lionnes se hissent en finale

Football féminin. Les Camerounaises se sont arrachées hier pour dominer les Zambiennes (1-0) dans la première demi-finale de la compétition qui se déroule en Afrique du Sud.



Invitées de prestige à ce tournoi de football réservé aux nations d'Afrique Australe, les Lionnes Indomptables se retrouvent en finale ce samedi. Leur victoire hier face à la Zambie en demi-finale avait une double saveur. En plus d'être une belle revanche face à un adversaire qui l'avait dominé en phase de poule, les Camerounaises ont arraché au forceps leur ticket pour la finale. Un but de Gèneviève Ngo Mbeleck à la 78e minute de jeu, a libéré le

public acquis à la cause des vice-championnes d'Afrique. Les Lionnes s'en sortent bien car, en face, les Zambiennes entamaient la partie avec l'ascendant psychologique suite au succès (1-0) lors de leur première confrontation. Cela s'est vérifié dès le coup d'envoi car, elles se sont créées plus d'occasions de buts. Il a fallu une excellente Annette Ngo Ndom dans les buts pour que le Cameroun n'encaisse pas durant la première période.

Au retour des vestiaires, le combat physique se poursuivra avec notamment une rude bataille pour le contrôle du milieu de terrain. C'est justement après avoir gagné ce compartiment que les Lionnes feront basculer le match en leur faveur dans le dernier quart-d'heure. On jouait la 78e minute lorsque sur une longue ouverture, Raïssa Feudjio a alerté Alexandra Takounda à l'entrée de la surface zambienne. La frappe instantanée de l'attaquante a ri-

coché sur le poteau de la gardienne de but adverse. Ngo Mbeleck avait bien suivi l'action et, d'un crochet, elle s'est jouée de la gardienne zambienne pour marquer en finesse. C'était l'euphorie dans les gradins et sur le banc de touche camerounais. Un court avantage que les Lionnes ont préservé jusqu'au coup de sifflet final. Vainqueurs (8-1) de la Mozambique puis, (6-0) du Lesotho, les Camerounaises ont vite corrigé les erreurs de la première confrontation contre la Zambie.

« J'avais dit la dernière fois que ça sera un autre match contrairement à celui de la phase de poule. Nous devons ajouter quelque chose aux filles pour qu'elles puissent faire la différence. Je félicite justement ces filles pour cette revanche même comme ça a été physiquement difficile. Elles ont pu tenir tout en gardant cette lucidité pour marquer le but qui a fait la différence », a reconnu Bernadette Anong à Zang, l'entraîneur adjoint du Cameroun. Ce samedi, les Lionnes tenteront de contrecarrer la suprématie de l'Afrique du Sud dans cette zone. Cette nation a remporté la 4 dernières éditions de cette compétition. A deux mois du début de la Coupe d'Afrique, le staff technique du Cameroun a fait de ce tournoi, une priorité pour rôder son effectif.

F.E

Réactions

« Vivement samedi pour la finale »

Joseph Ndoko, sélectionneur du Cameroun

Nous gagnons par un but contre zéro même si nous avons été très mal en première période. Les statistiques à ce moment n'ont pas été bien parce que nous avons beaucoup paniqué en défense. Il a fallu une très bonne gardienne de but pour ne pas encaisser. Je tiens à saluer la lucidité avec laquelle nous avons inscrit ce but car, c'est ce qui nous faisait défaut depuis le début. Nous allons rester sereins et faire l'autocritique de ce match en images. Vivement samedi et



que notre premier souffle souvent teinté d'enthousiasme puisse vite passer pour cette belle finale.

« Pas facile de jouer un tel tournoi »

Gèneviève Ngo Mbeleck, attaquante des Lionnes

Ça me fait beaucoup plaisir d'avoir été désignée meilleure joueuse de la partie. Nous sommes certes qualifiées pour la finale mais, ce n'est pas terminé. C'était un match de revanche parce que la Zambie a gagné le match de poule et, nous nous retrouvions. Nous avons mis le paquet en respectant les consignes des coaches. Je dis merci au Comité d'organisation de ce tournoi et l'Afrique du Sud pour l'invitation. Ce n'est pas facile de jouer un tel tournoi et nous pensons que cela nous mettra en jambes en préparation de notre Coupe d'Afrique. A travers cette finale, nous allons apprendre à gagner car, le Cameroun en a disputé



plusieurs sans parvenir à remporter. Je crois que si nous la remportons, cela sera une bonne chose à deux mois de la phase finale de la Coupe d'Afrique.

Propos recueillis Par le Team Press de la sélection et retranscrits par F.E



CAMEROON RADIO TELEVISION

COMMUNIQUE

Dans le cadre de la couverture de la campagne officielle de l'élection présidentielle du 07 octobre 2018, le Directeur Général de la CRTV tient à rassurer tous les candidats et tous les acteurs institutionnels que les lois et règlements de la République en matière électorale seront respectés sur ses antennes.

Le Directeur Général rappelle que la CRTV, média au service de l'intérêt général, remplira son contrat avec ses publics en leur donnant l'information, toute l'information qui reflète la diversité de notre scène politique, et l'expression des forces en présence, sans jamais relayer les discours de haine, de désunion et encore moins les attaques personnelles.

Le Directeur Général de la CRTV a par ailleurs pris note de la protestation des porte-paroles et chargés de la communication de cinq (05) candidats à l'élection présidentielle du 07 octobre 2018. Les mandataires des candidats Maurice KAMTO, AKERE MUNA, Joshua OSIH, Cabral LIBII et Serge Espoir MATOMBA jugent biaisées, les dispositions de couverture médiatique de leurs activités de campagne prises par la CRTV.

Le Directeur Général de la CRTV tient cependant à rappeler que la CRTV a mis en place un dispositif de couverture inédit de cette élection présidentielle marqué par le souci de garantir l'équité à toutes les opinions. Elle a ainsi, dans la phase de précampagne, assuré la retransmission en direct de la publication des candidatures par ELECAM

ainsi que l'intégralité du contentieux pré-électoral (7h55mn) afin de permettre aux Camerounais de suivre l'ensemble des débats.

En outre, la CRTV a lancé des émissions spéciales à la radio et à la télévision parmi lesquelles **Débats radiophoniques, 100% Présidentielle et Face the nation**. Ces deux derniers espaces ont permis à onze (11) leaders de l'opposition de porter la contradiction à neuf (9) représentants du RDPC et de la Majorité présidentielle lors des sept (7) programmes proposés.

Dans la phase de campagne officielle qui démarre le 22 septembre 2018, le plan de couverture mis en place par la CRTV a vocation à prolonger cette dynamique en permettant aux publics d'être informés du déroulement de la campagne sur l'étendue du territoire et dans dix pays étrangers.

Afin de garantir une visibilité optimale des candidats, les équipes de reportages ont été affectées à chacun d'entre eux avec pour mission de rendre quotidiennement compte de leurs activités.

Le Directeur Général de la CRTV compte sur la collaboration de tous les candidats et états-majors de campagne afin de permettre aux équipes de la CRTV de pouvoir assurer la couverture des différentes activités en toute sécurité et dans le respect du droit à l'information.



Le Chef de Division de la Communication CRTV

Adèle MBATA



Célébration de 70 ans de Performance et d'Excellence des Brasseries du Cameroun au Castel Hall de Douala



La coupe du gâteau de célébration des 70 ans



Discours de Monsieur André SIAKA, Administrateur de SABC



La Direction Générale du Groupe SABC Emmanuel DE TAILLY avec le Comité de Direction



Un parterre d'invités attentifs lors de la soirée



L'exposition photo des 70 ans de SABC



Les hôtesse d'accueil du Groupe SABC

Le Groupe SABC qui est la Conjugaison de 03 entités chacune experte dans leur domaine à savoir :

- SOCAVER (Société Camerounaise de Verrerie) :
Experte en Emballages
- SEMC (société des Eaux Minérales du Cameroun) :
Experte en Eaux Minérales
- SABC (Société anonyme des Brasseries du Cameroun) :
Leader agro-industriel

A célébré les 70 ans de Performance et d'excellence de sa plus importante filiale à savoir les Brasseries du Cameroun créée le 03 Février 1948 lors d'un Cocktail organisé au castel Hall de Douala le jeudi 13 septembre 2018.

Cette cérémonie était Présidée par le Secrétaire Général de la Région du Littoral, entouré pour la Circonstance de Mr André SIAKA, Administrateur de SABC, d'Emmanuel DE TAILLY, Directeur Général du Groupe SABC et du Comité de direction du Groupe SABC.

Cet évènement fort couru a connu la présence de plusieurs autorités administratives et de l'Eco système politique, économique, diplomatique, société civile, clients, administratif, actionnairesde la ville de Douala.

L'objectif était de remercier tout cet Eco système qui a contribué à ce que le Groupe SABC devienne Un Groupe Agro-industriel, performant, rentable, moderne et citoyen au service du développement du Cameroun.

Depuis 70 ans, chaque produit du Groupe SABC est un engagement au développement du Cameroun.